

**SÉNÉGAL.** Le premier poste de secours en mer va être construit à Dakar sur les bases du modèle français et en collaboration avec la ville de Marseille.

# Sauver de la noyade

**P**arfois, on retrouve des corps sans vie, sur les bords de la plage de Yoff, échoués là, par le courant. Si nous avions les moyens matériels de surveiller nos plages et de prévenir des risques du littoral, alors nous n'aurions pas un bilan de noyades aussi important tous les ans [22 victimes à Dakar, dont 10 sur cette plage en 2016, source mairie, *ndlr*]. » Mustafa, maître nageur sauveteur pour la ville de Dakar depuis 1993, donne le ton. Pour lui, « des efforts considérables doivent être entamés par la ville et le pays ».

Chaque jour, il veille sur ses concitoyens. Le regard rivé sur l'Océan. Sifflet en bouche. Il n'a de cesse de faire de grands gestes pour déplacer les baigneurs d'un bout à l'autre de la zone de baignade en suivant les courants. Pêcheur de formation et nageur chevronné, Mustafa connaît bien les dangers que peut présenter le littoral dakarais.

La plage de Yoff BCEAO, au nord de Dakar, s'étend sur plusieurs kilomètres. Surfeurs, pêcheurs ou encore baigneurs s'y côtoient. C'est là que Mustafa a établi, il y a près de 30 ans, sa petite bicoque qui abrite du soleil les quelques maîtres nageurs affiliés à cette zone, dont il rêve de faire un espace social.

Comme un vrai poste de secours. « Avant même d'être employé par la mairie de Dakar, installé là, sur la plage, je m'attelais déjà au sauvetage en mer. J'ai été formé par un stage de deux semaines en Angleterre et j'approvisionne mon "poste de secours" avec des dons d'amis étrangers, qui m'offrent une bouée par ci, un sifflet par là », raconte Mustafa. De l'aide, un soutien seraient donc les bienvenus.

## Former à la natation

372 000 noyés dans le monde tous les ans, dont 90 % dans les pays en développement. Ce chiffre, tiré d'un rapport de l'OMS en 2014, fut la prise de conscience de Ludovic Emanuely, le fondateur du projet des Maîtres nageurs sauveteurs sans frontières (MNSSF). Le principe ? Former les populations à la natation, à la surveillance et au sauvetage sous l'égide de maîtres nageurs sauveteurs français. Le dessein ? Agir. Mettre en place un dispositif sécuritaire de baignade viable. Former et répartir.

« L'objectif est l'échange du savoir. Il s'agit autant d'un enjeu de santé publique qu'économique, via la création d'emplois, souligne Ludovic Emanuely. Il faut entamer des efforts sur le long terme. » Voilà un discours qui ferait plaisir à Mustafa !

Le Sénégal est dans le giron des MNSSF. En mai dernier, ils expliquent avoir



Poste de secours plage de Yoff BCEAO, au nord de Dakar, tenu par Mustafa

rencontré le ministre de la Santé, Awa Marie Coll Seck, lors de la 70<sup>e</sup> Assemblée mondiale de la santé à Genève, qui serait « sensible à la démarche ».

« Les programmes et les plans d'action sont prêts. Il ne nous manque plus que l'accord de pays, ou de villes, pour entamer des formations », explique le fondateur des MNSSF. Oui mais... le hic, c'est que les pays doivent se débrouiller pour trouver les financements nécessaires aux MNSSF, notamment auprès de la Banque africaine de développement, de l'OMS ou encore du Fonds européen.

Des processus qui prennent du temps et qui ne s'affichent pas à l'ordre du jour dans beaucoup de pays en développement qui doivent encore faire face à d'autres problèmes de santé publique qui font « plus de ravage », comme le paludisme, la malnutrition ou encore l'accès aux soins médicaux.

« Nous sommes toujours ouverts sur le volet partenariat d'expérience », réagit El Hadji Amadou Diemg, chef du bureau des opérations d'urbanisme, à la direction du développement urbain de Dakar, quand on évoque le projet MNSSF.

« Dans le cadre d'une coopération bilatérale, la ville de Marseille se propose d'appuyer et d'accompagner la ville de Dakar dans l'aménagement et la gestion des plages à sa charge », précise un rapport de 2016 sur la gestion des plages dakaraises. Marseille et Dakar sont en effet jumelées et le partenariat d'aménagement du littoral est effectif depuis 2012, avec des arrêts et des reprises.

« Grâce à la coopération avec Marseille,

nous avons eu accès à du matériel nautique (bouées, trousse de secours, gilets de sauvetage). Ainsi nous avons pris exemple sur les méthodes de prévention des risques et de sauvetage françaises », indique El Hadji Amadou Diemg. D'ici peu, Dakar devrait accueillir un poste de secours sur la plage de Ngor, le premier du pays. Un projet rendu possible notamment à travers le partenariat avec la cité phocéenne qui « inspire » mais surtout finance.

Mustafa et d'autres maîtres nageurs dakarais restent quelque peu perplexes : « Les dons sont distribués au compte-gouttes sur les autres plages et les travaux ne sont toujours pas entamés », dit-il.

Enfin, si la préoccupation principale de la direction du développement urbain se focalise à première vue sur l'aspect sécuritaire, Ludovic Emanuely, lui, précise que l'apprentissage du respect de l'environnement aquatique, comme les lacs, les rivières et même les piscines, serait un moyen tout aussi efficace de lutter contre le paludisme, ce fléau transmis par les moustiques dans des milieux aquatiques négligés et qui se transmet à l'homme.

En attendant, même sans moyens titanesques pour exercer son métier, Mustafa se rassure avec quelques versets du Coran : « Celui qui sauve un homme sauve l'humanité. » ■

CÉLIA CUORDIFEDE  
CORRESPONDANCE DE DAKAR

► Maîtres nageurs sauveteurs sans frontières (MNSSF) : [www.mnssf.org](http://www.mnssf.org)

## DE PAR LA FOI



Jean-Paul Willaime

## Des lobbies créationnistes

Les relations entre la science et les religions ont été souvent conflictuelles. On pense au procès de Galilée au XVII<sup>e</sup> siècle et aux contestations de la théorie de l'évolution à la suite de la publication en 1859 de *L'origine des espèces* de Darwin (avec notamment, en 1925 aux États-Unis, le fameux « procès du singe » condamnant un enseignant ayant intégré la théorie de l'évolution dans ses cours de biologie). Devenue un élément fondamental des sciences du vivant admise par les biologistes du monde entier, les conflits qu'elle a suscités semblaient appartenir au passé, l'Académie pontificale des sciences ayant reconnu en 1996 que la théorie de l'évolution reposait sur trop de données convergentes pour être rejetée.

Aux États-Unis, et en Europe, il y a certes un lobby créationniste protestant interprétant littéralement le récit biblique de la Genèse et croyant que le monde a bien été créé en six jours. Mais les décisions judiciaires nord-américaines ont fait barrage à tout enseignement créationniste dans les écoles publiques : le créationnisme ne pouvait pas être considéré comme une vérité scientifique. Dans la Turquie d'Erdogan, le conseil de l'enseignement supérieur vient de retirer la théorie de l'évolution des manuels de biologie au prétexte qu'elle serait contraire aux valeurs du pays.

Qu'un gouvernement d'un pays faisant partie du Conseil de l'Europe se fasse le relais d'un islam conservateur, juge de la science, est très inquiétant. En 2006, on avait déjà pris conscience de l'importance d'un créationnisme musulman avec la diffusion mondiale d'un *Atlas de la Création* dû à un pamphlétaire turc. Dans sa résolution dénonçant en 2007 les « dangers du créationnisme dans l'éducation », l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a rappelé, tout en soulignant son respect de la liberté de croire, qu'il lui incombait de « mettre en garde contre certaines tendances à vouloir faire passer une croyance comme science » et qu'il fallait « empêcher que la croyance ne s'oppose à la science ».

En ces temps où les données scientifiques les mieux établies peuvent être contestées par une opinion qui se croit mieux éclairée, la défense de la science est un impératif démocratique. ■